

Le Kosovo, la Serbie, Israël et la Palestine : « l'indépendance » de Vetëvendosje à l'épreuve

[Kosovo 2.0](#) | Par Aidan Hehir | jeudi 10 juin 2021

La récente crise au Proche-Orient a suscité une vive polémique au Kosovo. En se plaçant au côté d'Israël, et donc des États-Unis, le gouvernement d'Albin Kurti a déçu beaucoup de ses partisans, plus enclins à soutenir les opprimés palestiniens. Un positionnement diplomatique qui révèle surtout la fragilité internationale du Kosovo.

Traduit et adapté par Simon Rico ([Article original](#))



Les drapeaux du Kosovo et d'Israël le 1er février 2021 lors de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays

© *Twitter*

À la mi-mai, au moment où Israël bombardait les territoires palestiniens en représailles des tirs de roquettes du Hamas, le ministère kosovar des Affaires étrangères a créé la [polémique](#) en déclarant sur Twitter : « Comme chaque État, Israël a le droit et l'obligation de défendre son peuple contre plus de 2000 roquettes tirées sur des civils uniquement par le Hamas, qui prend en otage des civils palestiniens dans sa guerre. Nous pleurons toutes les victimes. Nous demandons instamment l'arrêt des violences et la recherche de solutions pacifiques ».

As every state [#Israel](#) has the right and the obligation to defend its people against 2000+ rockets fired at civilians only by Hamas, who is holding Palestinian civilians hostage in its war. We mourn all victims. We urge for refrain, stop of violence & seeking peaceful solutions.

— MFA Kosova 🇰🇲 (@MFAKOSOVO) [May 16, 2021](#)

De nombreux Albanais du Kosovo ont critiqué la position officielle du gouvernement d'Albin Kurti, établissant un parallèle entre les souffrances des Palestiniens et celles de leur propre peuple dans les années 1990, à l'époque de Milošević. À leurs yeux, Pristina devrait faire preuve de solidarité. D'autres ont déploré une tentative évidente de s'attirer les faveurs des États-Unis en soutenant aveuglément Israël, traditionnel allié de Washington. D'autant qu'en arrivant au pouvoir, Vetëvendosje avait promis de défendre une ligne de gauche souverainiste et de prendre ses distances avec le protecteur américain.

En 2014, quand il était encore dans l'opposition, le mouvement d'Albin Kurti avait publié un communiqué officiel pour dénoncer « la violence et le massacre des Palestiniens dans la bande de Gaza ». Sept ans plus tard, il n'en a rien été. Le Premier ministre a préféré se taire, de la même manière qu'il était déjà resté muet à la mi-mars lors de [l'ouverture de l'ambassade du Kosovo à Jérusalem](#).

De la Yougoslavie non alignée à l'indépendance du Kosovo

Pendant que les armes tuaient au Proche-Orient, plusieurs marches pro-palestiniennes ont été organisées au Kosovo, mobilisant bien plus que les modestes rassemblements en faveur de l'État hébreu. De fait, les relations entre le Kosovo, la Serbie, Israël et la Palestine n'ont jamais été simples. Avec en ligne de mire la délicate question du droit des peuples à l'autodétermination et leur positionnement sur l'échiquier géopolitique mondial.

Du temps du maréchal Tito, la Yougoslavie a noué des relations étroites avec la Palestine dans le cadre du Mouvement des non-alignés. Après la guerre des Six Jours, en 1967, la Fédération socialiste avait rompu ses liens diplomatiques avec Israël et deux décennies plus tard, en 1988, elle reconnaissait même officiellement la Palestine. Après sa disparition, la Serbie, qui se posait en « héritière », a repris à son compte cette amitié. Durant l'hiver 1999-2000, quelques mois à peine après la fin de la guerre du Kosovo, Yasser Arafat n'avait pas hésité à inviter Slobodan Milošević pour la Noël orthodoxe, scandalisant Pristina. L'objectif du chef de l'autorité palestinienne était de renforcer ses liens internationaux dans le camp des opposants à l'hégémonie américaine.



Yasser Arafat et le Maréchal Tito

DR.

Depuis quelque temps, le régime Milošević s'était pourtant rapproché d'Israël. L'État hébreu, désireux de soutenir un pays aux prises avec des « séparatistes », avait fourni des armes à la Serbie tout au long des années 1990. Lors de l'intervention de l'Otan au printemps 1999, le ministre israélien des Affaires étrangères, Ariel Sharon, était aussi monté au créneau pour condamner « l'interventionnisme brutal » des Occidentaux, rompant un temps sa proximité avec Washington. « Quand Israël exprimera son soutien au type d'actions que nous voyons au Kosovo, c'est que nous serons probablement la prochaine victimes », prophétisait l'ancien général. Avant de s'inquiéter que le Kosovo indépendant, rattaché à l'Albanie, puisse devenir une base du « terrorisme islamiste (...) qui pourrait s'étendre à toute l'Europe ».

La Serbie a souvent soutenu les Palestiniens alors que Belgrade partage a priori plus de points communs avec Tel Aviv. Une certaine logique non alignée doublée d'antiaméricanisme perdure au sein de la diplomatie serbe.

Tout cela n'a pas empêché les gouvernements kosovars qui se sont succédé au pouvoir après la proclamation d'indépendance de soutenir ouvertement Israël. Une manœuvre assez intéressée : cela visait à caresser Washington dans le sens du poil et à se positionner clairement comme un allié de l'Occident. Pour l'anecdote, en 2019, quand le Premier ministre Ramush Haradinaj a rencontré six investisseurs américains, la table de conférence était curieusement décorée des drapeaux kosovar, américain et... israélien. On a aussi entendu plusieurs fois des responsables politiques expliquer qu'Israël pouvait servir de modèle au Kosovo pour se construire en tant qu'État.

À l'inverse, les Kosovars et les Palestiniens n'ont jamais entretenu de chaleureuses relations malgré des destins comparables, à commencer par leur détermination à se libérer d'un État oppresseur. Trois jours après la déclaration d'indépendance du Kosovo du 17 février 2008, Yasser Abed Rabbo, conseiller du dirigeant palestinien Mahmoud Abbas, avait déclaré : « Le Kosovo n'est pas meilleur que nous. Nous méritons l'indépendance avant même le Kosovo ». La Palestine n'a jamais soutenu Pristina dans ses démarches visant à une reconnaissance internationale et même voté contre son adhésion à l'Unesco, en 2015.

De même, la Serbie a souvent soutenu les Palestiniens alors que Belgrade partage *a priori* plus de points communs avec Tel Aviv. Une certaine logique non alignée doublée d'antiaméricanisme perdure au sein de la diplomatie serbe. La Serbie a ainsi soutenu l'entrée de la Palestine au sein de l'Unesco et elle a même été le seul pays des Balkans occidentaux à voter en faveur de l'octroi à la Palestine du statut d'observateur à l'ONU. Plus récemment, en 2017, Belgrade a voté pour la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies appelant ses membres à ne pas établir de missions diplomatiques à Jérusalem.



La signature de l'Accord de Washington, le 4 septembre 2020

© Twitter / AIEmbassyUSA

Ces derniers mois, tout s'est encore compliqué. Lors de [l'accord de « normalisation économique »](#) conclu début septembre 2020 à la Maison blanche, Belgrade a consenti à transférer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. Or, à la suite de cette signature, Israël a reconnu l'indépendance du Kosovo, ce qui a provoqué la colère de la Serbie. Cette reconnaissance s'inscrivait dans un jeu de billard à trois bandes : en échange, Pristina acceptait d'ouvrir sa représentation dans la ville sainte. Ce qui a provoqué un tourbillon diplomatique.

Si les États-Unis, à la baguette, n'ont pas manqué de saluer le geste du Kosovo, premier État musulman à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, l'Union européenne a rappelé que cette décision était incompatible avec la poursuite du processus d'intégration. De son côté, le monde musulman la condamnait fermement par la voix l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et celle la Ligue arabe. Si le Kosovo a effectivement ouvert son ambassade à Jérusalem, la Serbie est restée très prudente sur ce dossier explosif. D'autant que Donald Trump, l'instigateur de cette manœuvre, a depuis perdu le pouvoir et que l'administration Biden devrait être nettement moins sensible à ses intérêts.

L'Amérique d'abord ?

Dans ce contexte, la déclaration du ministère kosovar des Affaires étrangères a surtout un intérêt géostratégique et marque la priorité de Vetëvendosje : se montrer proche des États-Unis l'emporte sur tout le reste - d'autant que la relation entre le Kosovo et la Palestine est déjà mauvaise.

Cette position pourrait néanmoins se révéler problématique. Ces dernières années, la reconnaissance internationale de l'indépendance a été minée, justement parce que le Kosovo était perçu comme une marionnette de l'Amérique. C'est en faisant valoir cette ligne que la Serbie a même pu obtenir [plusieurs « dé-reconnaisances »](#) en jouant la carte anti-impérialiste pour parvenir à ses fins. De fait, le Kosovo ne pourra jamais être pris au sérieux si ses dirigeants, quel que soit leur bord, se contentent de toujours s'aligner sur l'agenda diplomatique de Washington.

Or, passer éternellement pour « le pays le plus pro-américain de la planète » a un coût. Gardons en tête qu'il existe une distinction nette entre un comportement stratégique rationnel et une flagornerie autodestructrice. Les gouvernements kosovars précédents ont toujours fait partie de cette dernière catégorie et l'équipe dirigée par Albin Kurti semble vouloir faire fructifier leur héritage en liant à son tour le destin du Kosovo au soutien des États-Unis. Si à bien des égards, Pristina a beaucoup de chance d'avoir bénéficié du soutien prolongé de Washington, il ne faudrait pas oublier que le monde d'aujourd'hui n'est

plus celui de 1999 ou même de 2008.

Les États-Unis restent la plus grande puissance, mais leur aura est en déclin, concurrencée notamment par l'émergence de la Chine. Et Pékin est en train de s'imposer comme un interlocuteur incontournable dans les Balkans, surtout en Serbie, pays qu'elle soutient ardemment. Dans un monde de plus en plus multipolaire, il ne faut pas non plus oublier que l'Accord de Washington, conclu sous les auspices de Donald Trump, a nui aux relations du Kosovo avec d'autres de ses alliés : l'Union européenne, mais aussi la Turquie, l'OCI et la Ligue arabe. Des alliés qu'il convient de ne pas oublier au moment où Washington voit sa domination sur le monde perdre de sa superbe.

Le dilemme des « petits États »

La réponse du Kosovo aux événements au Proche-Orient met en lumière le dilemme auquel tous les « petits États » sont confrontés : adopter une approche de principe et risquer un dangereux isolement, ou faire des compromis en s'alignant sur l'agenda d'une grande puissance pour recevoir un soutien et assurer sa survie. D'autres pays, surtout dans le monde musulman, se sont retrouvés dans une position inconfortable - les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc ou le Soudan -, tiraillés entre leur proximité avec Washington et leur sympathie pour la Palestine.

La position du Kosovo est toutefois autrement plus précaire puisque la reconnaissance de son existence doit beaucoup au soutien direct des États-Unis et que son statut international reste contesté - cinq États membres de l'UE et deux du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine et la Russie - ne reconnaissent toujours pas son indépendance. Alors que Vetëvendosje a accédé au pouvoir en promettant de défendre une ligne souverainiste, la crise au Proche-Orient est venue révéler la fragilité de cette position à l'épreuve de la *realpolitik*.

Cet article a été produit et publié par [Kosovo 2.0](#). Il est republié ici avec leur permission.